

Gouvernement du Québec

## Décret 453-2018, 28 mars 2018

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation officielle du Québec aux rencontres provinciale-territoriale et fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables du logement qui se tiendront le 9 avril 2018

ATTENDU QUE les rencontres provinciale-territoriale et fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables du logement se tiendront à Toronto (Ontario), le 9 avril 2018;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30) prévoit que toute délégation officielle du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale ou interprovinciale est constituée et mandatée par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l'Habitation et du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE le directeur des Affaires intergouvernementales et autochtones de la Société d'habitation du Québec, monsieur Roger Ménard, dirige la délégation officielle du Québec aux rencontres provinciale-territoriale et fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables du logement qui se tiendront le 9 avril 2018;

QUE la délégation officielle du Québec, outre le directeur des Affaires intergouvernementales et autochtones de la Société d'habitation du Québec, soit composée de :

— Monsieur Nicolas Seney, adjoint exécutif et conseiller en affaires intergouvernementales, Société d'habitation du Québec;

— Monsieur Sébastien Côté, conseiller en relations intergouvernementales, Secrétariat du Québec aux relations canadiennes;

QUE le mandat de cette délégation officielle soit d'exposer les positions du gouvernement du Québec, conformément à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
ANDRÉ FORTIER

68423

Gouvernement du Québec

## Décret 455-2018, 28 mars 2018

CONCERNANT l'octroi d'une subvention d'un montant maximal de 1 500 000 \$ à la Fondation Jean Lapointe, au cours de l'exercice financier 2017-2018, pour la prévention de l'usage des substances psychoactives, notamment du cannabis, chez les jeunes

ATTENDU QUE le gouvernement fédéral a déposé un projet de loi visant à légaliser le cannabis.

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec exécute présentement des travaux à l'Assemblée nationale visant à définir le cadre légal et réglementaire de la légalisation du cannabis au Québec et que des consultations publiques ont été réalisées en soutien à l'élaboration de ce projet de loi;

ATTENDU QUE ces consultations publiques, ainsi que les recommandations d'experts internationaux, suggèrent que des interventions de prévention de l'usage de substances psychoactives, notamment du cannabis, doivent être déployées avant même l'adoption de ce projet de loi et que les jeunes sont considérés comme une population particulièrement vulnérable au regard de la consommation de cannabis;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 8<sup>o</sup> du deuxième alinéa de l'article 431 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2), le ministre de la Santé et des Services sociaux doit notamment prendre les mesures propres à assurer la protection de la santé publique;

ATTENDU QUE la Fondation Jean Lapointe est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38);

ATTENDU QUE la Fondation Jean Lapointe propose un projet qui touche à des thématiques de prévention de la consommation de substances psychoactives, notamment du cannabis, chez les jeunes;

ATTENDU QU'il y a lieu d'octroyer une subvention d'un montant maximal de 1 500 000 \$ à la Fondation Jean Lapointe, au cours de l'exercice financier 2017-2018, pour la prévention de l'usage des substances psychoactives, notamment du cannabis, chez les jeunes;

ATTENDU QUE le paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) prévoit que tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités de gestion de cette subvention seront déterminées dans une convention d'aide financière à intervenir entre la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie et la Fondation Jean Lapointe;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux et de la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie :

QUE la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie soit autorisée à octroyer une subvention d'un montant maximal de 1 500 000 \$ à la Fondation Jean Lapointe, au cours de l'exercice financier 2017-2018, pour la prévention de l'usage des substances psychoactives, notamment du cannabis, chez les jeunes

QUE cette subvention soit octroyée selon les conditions et les modalités de gestion qui seront établies dans une convention de subvention, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
ANDRÉ FORTIER

68424

Gouvernement du Québec

## **Décret 456-2018, 28 mars 2018**

CONCERNANT l'approbation de l'Accord de contribution Canada-Québec dans le cadre du Programme sur l'usage et les dépendances aux substances

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada a annoncé en 2016 l'adoption d'une nouvelle Stratégie canadienne sur les drogues et autres substances et que celle-ci comprend notamment un programme de financement nommé le Programme sur l'usage et les dépendances aux substances;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada souhaitent conclure un accord visant le financement de projets qui permettront au Québec de favoriser la concertation entre les partenaires du réseau de la santé et des services sociaux concernés ainsi que le transfert des connaissances et des expertises pour assurer le déploiement de ses orientations en matière de dépendances et de problématiques associées;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 10 de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (chapitre M-19.2), le ministre de la Santé et des Services sociaux peut, conformément à la loi, conclure des ententes avec tout gouvernement, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation pour l'application de cette loi ou d'une autre loi relevant de sa compétence;

ATTENDU QUE cet accord constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux, de la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie et du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE soit approuvé l'Accord de contribution Canada-Québec dans le cadre du Programme sur l'usage et les dépendances aux substances, lequel sera substantiellement conforme au projet d'accord joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
ANDRÉ FORTIER

68425

Gouvernement du Québec

## **Décret 457-2018, 28 mars 2018**

CONCERNANT l'approbation de l'Entente concernant le financement du projet Carnet santé entre le gouvernement du Québec et Inforoute Santé du Canada inc.

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada a créé Inforoute Santé du Canada inc. pour accélérer la mise en place d'une infrastructure pancanadienne de la santé;

ATTENDU QU'en vertu du décret n° 34-2004 du 14 janvier 2004, le gouvernement du Québec a approuvé l'Entente visant la participation du Québec à Inforoute Santé du Canada inc., laquelle établit les principes et les paramètres qui doivent guider la collaboration entre le gouvernement du Québec et Inforoute Santé du Canada inc.;